



REGLEMENTATION MARCHES PUBLICS – Article L2113-6 du code de la Commande Publique.

La présente convention est établie

ENTRE la communauté d'agglomération **Rambouillet Territoires** représentée par son Président en exercice, M. Thomas GOURLAN, en vertu de la délibération n°CC2007AD01 prise en Conseil communautaire du 15 juillet 2020, d'une part,

ET

Les communes :

Ablis
Allainville
Auffargis
Boinville-le-Gaillard
La Boissière-École
Bonnelles
Les Bréviaires
Bullion
La Celle-les-Bordes
Cernay-la-Ville
Clairefontaine-en-Yvelines
Émancé
Les Essarts-le-Roi
Gambaiseuil
Gazeran
Hermeray
Longvilliers
Mittainville
Orcemont
Orphin
Orsonville
Paray-Douaville
Le Perray-en-Yvelines
Poigny-la-Forêt
Ponthévrard
Prunay-en-Yvelines
Raizeux
Rambouillet
Rochefort-en-Yvelines
Saint-Arnoult-en-Yvelines
Saint-Hilarion
Saint-Léger-en-Yvelines
Saint-Martin-de-Bréthencourt
Sainte-Mesme
Sonchamp
Vieille-Église-en-Yvelines

représentées pour chacune en ce qui les concerne par leur maire d'autre part.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet du groupement

La présente convention a pour objet de permettre à ses membres de mutualiser la passation des marchés publics relatifs à leurs besoins en transport périscolaire et extrascolaire.

À cet effet, un groupement de commandes est constitué entre les membres signant la présente convention selon les dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la Commande Publique et notamment

Mis en ligne le 23/09/2024 à 12h22

REÇU EN PRÉFECTURE

le 23/09/2024

Application agréée E-legalite.com

ses articles L2113-6 et L2113-7. La technique d'achat choisie l'accord cadre à bon de commande monoattributaire. La procédure de passation du marché sera définie compte tenu des seuils applicables par le code de la commande publique.

A la conclusion de chaque marché spécifique, chaque membre du groupement à passer ses commandes auprès du titulaire retenu un marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés.

ARTICLE 2 – Durée du groupement

La présente convention de groupement de commande prendra effet dès lors qu'elle aura un caractère exécutoire pour toutes les parties.

Elle prendra fin à l'issue de l'exécution de l'accord cadre.

L'avis d'appel à la concurrence indiquera la période de validité de l'accord cadre.

ARTICLE 3 – Fonctionnement

Il est expressément convenu que le pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement donne mandat au Coordonnateur pour signer l'accord cadre pour satisfaire ses besoins propres, exprimés lors du recensement par Rambouillet Territoires. Il est également expressément convenu que chaque membre est responsable de l'exécution financière de l'accord cadre en ce qui le concerne.

ARTICLE 4 – Désignation du coordonnateur

Rambouillet Territoires est désigné Coordonnateur du groupement, sans qu'il soit identifié un besoin propre pour cette dernière, conformément à l'article L. 5211-4-4 du CGCT.

Rambouillet Territoires est chargée d'organiser la procédure dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, ainsi que les missions mentionnées ci-dessous à l'article 5.

ARTICLE 5 – Rôle du coordonnateur

Les membres du groupement déterminent la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Ils adressent au coordonnateur l'état de leurs besoins.

Le coordonnateur est chargé, au titre de la mise en place de l'accord cadre, de :

- ✓ élaborer le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) en fonction des besoins définis par les membres,
- ✓ définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation et assurer, à ce titre la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, la mise à disposition des DCE, la réception des plis, les opérations de sélection des candidatures et d'analyse des offres, les convocations et réunions de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) (le cas échéant), les rapports de présentation (le cas échéant),
- ✓ rédiger les courriers aux candidats non retenus,
- ✓ signer, transmettre au contrôle de légalité (le cas échéant) et notifier l'accord cadre,
- ✓ préparer et publier l'avis d'attribution (le cas échéant),
- ✓ transmettre le bordereau des prix révisés/actualisés (le cas échéant) à chacun des membres du groupement;

ARTICLE 6 – La Commission d'Appel d'Offres (CAO)

Conformément au II de l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution de l'accord cadre issu du SAD est celle du coordonnateur du groupement quand elle est nécessaire.

ARTICLE 7 – Obligations des membres

Les membres sont chargés de :

- ✓ transmettre, dans les meilleurs délais, la délibération de leur assemblée délibérante leur permettant d'adhérer au groupement,
- ✓ communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins,
- ✓ suivre économiquement en ce qui les concerne l'exécution de l'accord cadre,
- ✓ s'assurer de la bonne exécution des bons de commande issus de l'accord cadre (vérification de la réception de la commande),
- ✓ régler directement les factures afférentes au titulaire,

Chacun des membres s'engage à transmettre, au coordonnateur du groupement, toute information relative à l'accord cadre dont elle aurait connaissance, et toute information dont elle serait saisie, ainsi que tout document utile à la bonne exécution du contrat.

ARTICLE 8 – Adhésion et retrait des membres

Aucun retrait ou adhésion de membre ne sera autorisée à compter de l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence de l'accord cadre et pendant toute la durée d'exécution de ce dernier. En cas de demande de sortie d'une commune membre de l'accord cadre, les éventuelles conséquences financières de cette sortie seront assumées par la commune.

ARTICLE 9 – Dispositions financières – Indemnisation du coordonnateur

Aucune indemnisation n'est prévue pour les frais de gestion de ce groupement de commandes.

Chacun des membres aura à charge de régler directement au titulaire de l'accord cadre les sommes correspondantes à ses commandes.

ARTICLE 10 – Modification de la présente convention

Toute modification de la présente convention doit être approuvée, dans les mêmes termes, par l'ensemble des membres du groupement, par délibération de leur assemblée délibérante. Ces délibérations seront notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

ARTICLE 11 – Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Versailles.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification du marché, seul le coordonnateur sera habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant des membres du groupement à leur(s) cocontractant(s), chaque membre du groupement sera habilité à agir en justice.

Le représentant du pouvoir adjudicateur,
Thomas GOURLAN
Président de Rambouillet Territoires
Conseiller régional
Adjoint au Maire de Rambouillet

Signatures :

Ablis

Allainville-aux-Bois

Auffargis

Boinville-le-Gaillard

Mis en ligne le 23/09/2024 à 12h22
REÇU EN PRÉFECTURE
le 23/09/2024
Application agréée E-legalite.com

Bonnelles	Bullion	Cernay-la-Ville	Clairefontaine-en-Yvelines
Émancé	Gambaiseuil	Gazeran	Hermeray
La Boissière-École	La Celle-les-Bordes	Le Perray-en-Yvelines	Les Bréviaires
Les Éssarts-le-Roi	Longvilliers	Mittainville	Orcemont
Orphin	Orsonville	Paray-Douaville	Poigny-la-Forêt
Ponthévrard	Prunay-en-Yvelines	Raizeux	Rambouillet
Rochefort-en-Yvelines	Saint-Arnoult-en-Yvelines	Saint-Hilarion	Saint Léger en Yvelines
Saint-Martin-de-Bréthencourt	Sainte-Mesme	Sonchamp	Vieille-Église-en-Yvelines

Mis en ligne le 23/09/2024 à 12h22

REÇU EN PREFECTURE

le 23/09/2024

Application agréée E-legalite.com

73_C0-078-217801281-20240912-DCM2024_040